

« La population doit prendre conscience de sa vulnérabilité »

Entretien | L'association Action risque zéro Frontignan entend bien continuer à tenir son rôle de poil à gratter concernant les risques industriels du territoire.

L'association a été créée en 2011 pour défendre les intérêts de la population lors de la préparation du Plan de prévention des risques technologiques. Le PPRT a été signé en 2014. Alors, quelles sont aujourd'hui les missions d'Action Risque zéro Frontignan ?

Gérard Chaput, président :

Notre orientation prioritaire, c'est d'être efficace dans le cadre de la prévention. Celle-ci passe par trois points : rendre les plus effectives possibles les mesures de réduction des risques à la source, prescrites par le PPRT, qui doivent être achevées en 2017.

Il faut continuer à assurer la sécurité sur le site de GDH-BP et cela passe par la diminution de la quantité d'essence. Mais nous n'en savons pas plus : l'intervention des associations comme la nôtre est bridée et limitée par les pouvoirs publics, qui refusent de nous répondre.

En second lieu, il faut que les plans d'urgence qui sont en train d'être mis en place soient opérationnels : le PPI porté par l'État et le plan communal de sécurité de la Ville qui, lui, n'est pas spécifique à GDH mais reprend tous les risques sur Frontignan.

Une de nos questions, c'est pourquoi

le périmètre de ce PPI a été réduit par rapport à sa première mouture alors que le risque reste le même ? Troisième chose : l'information de la population, qui doit prendre conscience de sa vulnérabilité et se sentir concerné par les risques.

Vous vous êtes inquiétés cet été du risque d'intrusions extérieures sur ces sites industriels sensibles...

Gérard Chaput :

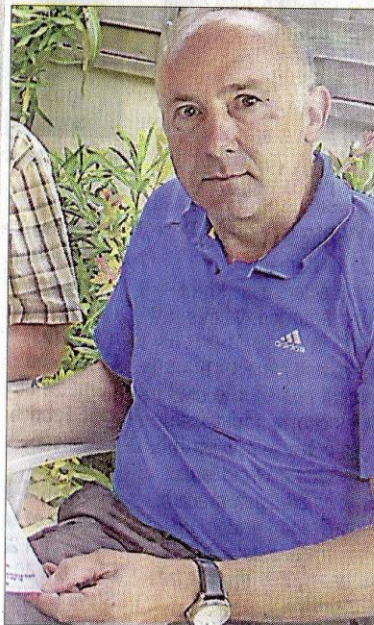
La préfecture n'a pas répondu à notre courrier. Selon la Direction régionale de l'environnement, un audit de sécurité des sites Seveso devait être effectif d'ici cette fin d'année. Scori est passé en juin Seveso seuil haut, au lieu de bas, car la nature des produits retraités a changé mais on ne la connaît pas. Saipol, en doublant sa quantité de diester, est passé Seveso seuil bas et nous avons à Frontignan GDH-BP, Seveso seuil haut.

Cela fait beaucoup pour un territoire.

ARZF suit-elle la famille Boulay qui doit quitter sa maison le long du canal ?

René Casse, trésorier :

Elle a tout notre soutien. Cette famille fait l'objet d'une procédure de délaissement et son souci, c'est d'être indemnisée suffisamment pour retrouver une autre maison sur Frontignan.



■ Gérard Chaput, président d'ARZF.

Gérard Chaput :

Sur ce dossier, une convention tripartite va être élaborée entre GDH, l'État et les collectivités concernées qui sont l'agglomération, le Département, la Région.

Elles ne peuvent que se référer à l'évaluation des Domaines ; après, c'est au bon vouloir de l'industriel. En aucun cas cette famille ne doit être le bouc émissaire du PPRT et la Ville joue les intermédiaires dans

cette négociation afin que la justice précède le droit.

La dépollution de la Mobil vous paraît-elle enfin engagée ?

Nous attendons l'arrêté préfectoral qui entérinerait le plan de gestion de la dépollution du site pour un an. Au bout de cette période de tests, la dépollution devrait démarrer. Mais le préalable, c'est qu'il ne reste plus aucun bâtiment sur le site, c'est-à-dire que la cuisine centrale déménage.

René Casse :

Les dix riverains qui habitent près du site doivent aussi bénéficier de tests pour savoir ce qu'il y a dans leur sous-sol et, s'ils le souhaitent, avoir un piézomètre chez eux parce que la pollution ne s'arrête pas à la limite des terrains Exxon. Mais il faut préciser que, pour l'instant, ces maisons sont extérieures au périmètre de la dépollution.

Francis Herrera, secrétaire :

Nous restons inquiets de l'impact de cette dépollution sur la qualité de l'air, les odeurs, la circulation des véhicules qui vont transporter les terres souillées et transiter par la rue de la Raffinerie où se trouve le Lepap Maurice-Clavel.

Il faudra trouver un autre parcours.

Recueilli par I.J.

► ARZF www.arzf.org

Contact : 06 08 14 88 78.